

Géopolitique de la soumission : quand les peuples paient le prix de l'arrogance impériale et des alliances extrême-droitières / théocratiques

Le Moyen-Orient et l'Afrique

Au Moyen-Orient, les recompositions géopolitiques en cours, y compris s'agissant du génocide qui a lieu à Gaza depuis octobre 2023 et de l'expansionnisme israélien dans toute la région, ne relèvent pas du hasard. Elles obéissent à une logique claire : celle de la soumission des pays et peuples de la péninsule arabique aux intérêts convergents, notamment énergétiques, de la puissance impériale états-unienne et de ses alliés régionaux, spécialement l'extrême-droite en Israël.

Certaines pétromonarchies, pour partie théocratiques, l'Arabie Saoudite plus particulièrement, dont les dirigeants n'avaient pas hésité à assassiner un de leurs opposants (Jamal Khashoggi) dans leur consulat d'Istanbul, en 2018, en sont aujourd'hui des acteurs importants. Alors que deux d'entre elles ont déjà signé les Accords d'Abraham avec le gouvernement israélien - ce dernier étant totalement à la manœuvre pour en faire des supplétifs, avec le support diplomatique, financier et militaire de Washington - ces régimes, étroitement alignés sur l'approche agressive de l'administration dirigée par Donald. Trump, se sont placés de fait en opposition frontale aux luttes du peuple palestinien pour sa terre, sa dignité et ses droits, allant jusqu'à pactiser avec une extrême droite israélienne ouvertement hostile à toute perspective progressiste ou démocratique au Moyen-Orient.

Une telle opposition est quasiment de même nature vis-à-vis de l'Iran. Les dirigeants de celui-ci, également imbibés de religiosité exacerbée, sont à condamner pour les violences injustifiées qu'ils imposent à leurs citoyens, notamment à leurs femmes, toutefois cela ne doit absolument pas justifier qu'ils soient renversés par des interventions militaires étrangères, étatsunienne et israélienne, notamment. Imposer la "démocratie" et le changement de régimes par la force a conduit à des catastrophes politiques et sécuritaires, dont la région, et le monde, souffrent encore à l'image de ce qui s'est passé, depuis le début du siècle, en Irak, en Afghanistan ou encore en Libye. Et comme au Venezuela, au début du mois de janvier 2026, en Corée, dans les années 1950, au Vietnam dans les années 1970, au Chili en 1973, ou en Afghanistan entre 2001 et 2021 – pour ne citer que cela – l'interventionnisme des USA n'a produit que la dévastation, la mort et les ruines.

En Afrique, continent souvent stigmatisé par la Maison Blanche, la stratégie d'expansion étatsunienne se décline également avec brutalité. En Afrique du Sud, la rupture avec l'ordre de l'apartheid est fortement attaquée par D. Trump et son puissant allié numérique, Elon Musk. Trente ans après 1994, la concentration des terres et des ressources demeure entre les mains de la minorité issue de la population d'origine européenne, au mépris des aspirations des populations autochtones. Dans le même temps, les initiatives internationales du gouvernement sud-africain sont méthodiquement entravées, dès lors qu'elles visent à défendre le droit international et

les droits du peuple palestinien, notamment à travers la saisine de la Cour pénale internationale. De ce point de vue, ce pays est devenu une cible majeure des attaques politiques et commerciales des USA comme de leur allié israélien

Le Nigeria, pays de l'ouest africain, semble, lui aussi, pris dans l'étau. Sous le prétexte commode de la lutte contre le terrorisme — en particulier celui qu'exerce Boko Haram — et de la protection des populations chrétiennes, ce pays, peuplé de plus de 230 millions d'habitants, fait l'objet d'une approche de mise sous tutelle sécuritaire croissante. Cette stratégie ne renforce ni la stabilité ni la paix : elle fragilise la souveraineté nationale et exacerbe les divisions internes.

Le Soudan offre l'exemple le plus tragique de cette politique du chaos. Une convergence d'intérêts américano-israéliens, avec l'appui de puissances régionales comme l'Égypte et les Émirats Arabes Unis, contribue à l'éclatement du pays. Depuis plus de deux ans, des massacres de masse s'y déroulent dans un silence international assourdissant, relégués à l'arrière-plan par les guerres en Ukraine et au Moyen-Orient.

Pas très loin du Soudan, dans la Corne de l'Afrique, la reconnaissance du Somaliland par Israël s'inscrit dans une stratégie plus large visant à détacher définitivement ce territoire de la Somalie historique, afin de l'arrimer à la sphère d'influence américano-israélienne.

De fait, ce qui se met en place n'est rien d'autre qu'un nouveau projet de domination globale. Fragmentation des États, militarisation des territoires, instrumentalisation des conflits identitaires : les recettes du néocolonialisme sont recyclées sous des formes renouvelées. De l'Afrique australe à l'Afrique de l'Est, du Soudan à la Corne de l'Afrique, puis jusqu'à l'Afrique de l'Ouest, notamment au Nigeria, se dessine un maillage destiné à installer une présence politique et militaire durable. L'objectif est totalement assumé : marginaliser les anciennes puissances coloniales européennes, au premier rang desquelles la France, et imposer les États-Unis d'Amérique comme puissance hégémonique sur le continent africain, officiellement pour contrer la présence chinoise, mais aussi celles de la Turquie et de la Russie.

Face à cette offensive, une chose est claire : ce sont les peuples qui paient le prix fort. Leur droit à l'autodétermination, à la justice et à la dignité est sacrifié sur l'autel des alliances impériales. Le silence n'est plus une option. La solidarité entre les luttes, du peuple palestinien aux peuples africains et latino-américains, demeure l'un des rares remparts face à cette entreprise impériale de domination. Initiée par le président étatsunien, D. Trump, dès sa première élection en 2016, et revitalisée avec une arrogance et une rage grandissante depuis le retour du même à la Maison Blanche au mois de janvier 2025.

Mehdi Lahlou
Le 5 février 2026

Geopolitics of Submission: When Peoples Pay the Price for Imperial Arrogance and Far-Right/Theocratic Alliances

The Middle East and Africa

In the Middle East, the ongoing geopolitical reconfigurations — including the genocide unfolding in Gaza since October 2023 and Israeli expansionism throughout the region — are no accident. They follow a clear logic: the subjugation of the countries and peoples of the Arabian Peninsula to the converging interests, particularly energy-related, of the US imperial power and its regional allies, foremost among them the far right in Israel.

Certain petro-monarchies, partly theocratic, the Kingdom of Saudi Arabia in particular, whose leaders did not hesitate to assassinate an opponent (Jamal Khashoggi) in their consulate in Istanbul in 2018, are now key actors in this process. While two of them have already signed the Abraham Accords with the Israeli government - which is fully instrumentalising these regimes as auxiliaries, with diplomatic, financial, and military backing from Washington - they have aligned themselves closely with the aggressive approach of the Trump administration. In doing so, they have placed themselves in open opposition to the Palestinian people's struggle for land, dignity, and rights, going so far as to enter into pacts with an Israeli far right that is openly hostile to any progressive or democratic prospect in the Middle East.

A comparable stance is taken towards Iran. Its leaders, themselves steeped in an exacerbated religiosity, must indeed be condemned for the unjustified violence inflicted on their citizens, particularly women. However, this can in no way justify their overthrow through foreign military interventions, notably by the United States and Israel. Imposing "democracy" and regime change by force has led to political and security disasters from which the region — and the world — still suffers, as seen since the turn of the century in Iraq, Afghanistan and Libya. And, as in Venezuela in early January 2026, in Korea in the 1950s, Vietnam in the 1970s, Chile in 1973, or Afghanistan between 2001 and 2021 — to mention only a few examples — US interventionism has produced nothing but devastation, death and ruin.

In Africa, a continent often stigmatised by the White House, the US expansionist strategy is also pursued with brutality. In South Africa, the break with the apartheid order is being fiercely challenged by Donald Trump and his powerful digital ally, Elon Musk. Thirty years after 1994, land and resource concentration remains in the hands of a minority descended from the European-origin population, in defiance of the aspirations of indigenous communities. At the same time, the South African government's international initiatives are systematically obstructed whenever they seek to uphold international law and the rights of the Palestinian people, notably through referrals to the International Criminal Court. From this perspective, the country has become a major target of political and commercial attacks by both the United States and its Israeli ally.

Nigeria, a West African country, also appears to be caught in the vice. Under the convenient pretext of combating terrorism — particularly that perpetrated by Boko Haram — and protecting Christian populations, this country of over 230 million inhabitants is increasingly subjected to a security-driven tutelage. Such a strategy strengthens neither stability nor peace: it undermines national sovereignty and exacerbates internal divisions.

Sudan offers the most tragic example of this policy of chaos. A convergence of US–Israeli interests, supported by regional powers such as Egypt and the United Arab Emirates, is contributing to the country's fragmentation. For more than two years, mass massacres have been taking place amid a deafening international silence, relegated to the background by the wars in Ukraine and the Middle East.

Not far from Sudan, in the Horn of Africa, Israel's recognition of Somaliland forms part of a broader strategy aimed at permanently detaching this territory from historic Somalia, in order to anchor it within the US–Israeli sphere of influence.

What is taking shape, in effect, is nothing less than a new project of global domination. The fragmentation of states, the militarisation of territories and the instrumentalization of identity-based conflicts: the recipes of neo-colonialism are being recycled in renewed forms. From Southern Africa to East Africa, from Sudan to the Horn of Africa, and onwards to West Africa — notably Nigeria — a network is being woven to establish a lasting political and military presence. The objective is fully explicit: to marginalise the former European colonial powers, foremost among them France, and to impose the United States of America as the hegemonic power on the African continent — officially to counter China's presence, but also that of Turkey and Russia.

In the face of this offensive, one thing is clear: it is the peoples who pay the highest price. Their right to self-determination, justice and dignity is sacrificed on the altar of imperial alliances. Silence is no longer an option. Solidarity among struggles - from the Palestinian people to African and Latin American peoples - remains one of the few bulwarks against this imperial enterprise of domination, initiated by US President Donald Trump from his first election in 2016 and revived with growing arrogance and rage since his return to the White House in January 2025.

Mehdi Lahlou
February 5, 2026